



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Réplique des Producteurs de lait du Québec au texte « Fermes, lactocrates et autres bureaucrates », d'Alain Dubuc, publié dans La Presse+ du 7 octobre 2017

Cette réplique a été envoyée à La Presse, mais n'a pas été publiée.

Gestion de l'offre : pour une agriculture à échelle humaine

Alain Dubuc n'aime pas la gestion de l'offre en agriculture. Il critique régulièrement cette politique agricole, qui s'applique à la production laitière, de la volaille et des œufs, même si, comme il le reconnaît dans sa chronique du samedi 7 octobre, elle assure « aux agriculteurs un revenu stable et décent ».

La gestion de l'offre serait associée au modèle agricole « dominant, industriel et standardisé » par opposition à une « autre agriculture, à échelle humaine, plus respectueuse de l'environnement », que présente selon lui Marc Séguin, dans son documentaire *La ferme et son État*. La réalité est bien plus complexe et nuancée. Voici quelques faits qui remettent les choses en perspectives.

D'abord, la question de l'échelle humaine. Le Québec est le plus grand producteur de lait du Canada. La ferme laitière québécoise moyenne, sous gestion de l'offre, comptait 64 vaches en 2016 et moins de 100 fermes sur les quelque 5 500 de la province travaient plus de 200 vaches. La ferme laitière moyenne aux États-Unis, sans gestion de l'offre, possède 223 vaches et, en Californie, plus grand État producteur de lait chez nos voisins, la ferme moyenne comptait plus de 1 200 vaches.

La mondialisation des marchés et l'indiscipline de la production laitière des grands pays producteurs, notamment celle de l'Europe depuis l'abandon de la gestion de l'offre, et celle des États-Unis, ont causé la crise laitière mondiale qui n'en finit plus depuis 2015. Cette situation accélère la polarisation des modèles agricoles. Le lait est de plus en plus produit par de très grandes exploitations et de très petites fermes artisanales comblent la demande de certains consommateurs de produits de créneaux.

C'est pour éviter cette spirale infernale que les producteurs de lait québécois et leur organisation syndicale – que M. Dubuc traite avec mépris de « lactocrate » – se sont mobilisés dans le cadre de la négociation de l'AECG. Non pas pour empêcher les consommateurs d'ici d'avoir accès aux fromages européens, qui sont déjà très présents chez nous. Le Canada importe près de 10 % de ses besoins en produits laitiers; les États-Unis moins de 3 %. Et bonne chance si vous cherchez des fromages de l'extérieur de l'Union européenne sur les tablettes des supermarchés de la France, de l'Italie ou de l'Espagne. Qui est le plus protectionniste dans les faits?

Le chroniqueur poursuit en accusant les mécanismes de mise en marché collective de favoriser « une culture de l'uniformité et de la standardisation. » Pourtant, le secteur laitier est l'un de ceux qui ont évolué dans le sens de la production alimentaire artisanale au cours des 30 dernières années. En 2016, on dénombrait au Québec 57 petites fromageries ou laiteries artisanales. Le site *Fromages d'ici* des Producteurs de lait du Québec recense plus de 500 fromages différents, qui font la fierté de bien des régions. Pas si mal pour un modèle qui « mène à une culture du *statu quo* »!

Selon M. Dubuc, plutôt que se braquer pour défendre la gestion de l'offre, leur syndicat devrait préparer les producteurs à une transition inévitable. Transition vers quoi? Vers le modèle américain? Vers celui de l'Europe, qui a plongé ses producteurs de lait dans une crise sans fin depuis la sortie des quotas?

Le débat sur l'agriculture et la diversité des modèles de production doit se faire et est légitime. Les producteurs de lait, comme l'ensemble des agriculteurs, sont soucieux de faire évoluer leur modèle, comme ils l'ont fait à maintes reprises dans le passé. Ne comptez pas sur eux cependant pour saborder une politique agricole qui a fait ses preuves.

Jean Vigneault
Directeur, Communications et vie syndicale
Les Producteurs de lait du Québec